

La CSI accueille favorablement l'initiative du système des Nations unies et l'inclusion de la société civile mondiale dans les travaux visant à élaborer un nouveau programme pour le développement des Nations Unies, qui remplacera les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) lors de leur échéance en 2015. Même si le cadre des OMD comportait de nombreuses défaillances dans son approche, sa structure, son contenu et – comme démontré au fil des ans – son efficacité, les syndicats estiment qu'un programme commun pour le développement mondial, bénéficiant du soutien du système des Nations unies, est susceptible de jouer un rôle important pour mobiliser et coordonner les efforts à l'échelon planétaire en vue de faire progresser le développement humain. La CSI et ses organisations affiliées dans le monde entier s'engagent à garantir une contribution syndicale significative et représentative dans le cadre du processus pour l'après-2015.

Des OMD à un programme de développement mondial global

Les Objectifs du millénaire pour le développement ont contribué à concentrer les efforts de développement dans le monde entier et ont accompli des progrès significatifs dans divers domaines. Ils ne sont, toutefois, pas parvenus à relever plusieurs défis majeurs auxquels sont confrontés les travailleurs/euses et leur famille. L'objectif « d'assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif » a été intégré trop tard dans le programme et ne s'est pas vu accorder une attention, une place importante et un engagement suffisants. Une action plus globale est nécessaire pour combler les lacunes et garantir l'égalité de genre et les droits des femmes. Les trois OMD en matière de santé, notamment le VIH/SIDA, restent toujours bien loin d'atteindre les cibles établies et la promesse d'une « éducation pour tous » n'a pas été tenue.

Un changement de paradigme s'impose. Il est nécessaire d'établir un nouveau programme de développement garantissant l'équité, l'inclusion sociale, le travail décent, une transformation structurelle et des moyens de subsistance durables pour les travailleurs/euses protégeant notre environnement et basé sur l'approche fondée sur les droits humains ainsi que les principes de l'appropriation démocratique et du leadership. Le programme pour l'après-2015, qui intègre les Objectifs de développement durable, devrait établir des objectifs globaux et universels, transposés en objectifs et indicateurs dirigés par les pays concernés et aborder la question des biens publics, des défis et de la gouvernance mondiaux.

Objectifs proposés à intégrer dans le programme de développement pour l'après-2015

Objectif: le plein emploi et un travail décent pour tous

Le travail est un élément essentiel du développement social et économique. À travers la création d'emplois et de meilleures conditions de travail, la population, les communautés et les pays peuvent échapper à la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance. On ne peut y parvenir que lorsque le travail est décent, productif, garantissant des salaires équitables et fondé sur des droits. L'objectif de travail décent doit comprendre des cibles concrètes en matière de plein emploi, d'investissement dans la promotion des emplois verts, de réduction du travail précaire et de garantie d'un salaire de subsistance et doit respecter les droits internationaux du travail pour tous les travailleurs/euses et l'égalité de genre sur le lieu de travail. L'Agenda pour le travail décent de l'OIT¹ fournit un outil de référence pour comprendre le travail décent et ses éléments ainsi que des indicateurs pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre.

Objectif: une protection sociale universelle

L'accès universel à des garanties fondamentales en matière de protection sociale est un droit humain et une manière directe et efficace de réduire les inégalités. Le nouveau programme devrait inclure un objectif concernant la mise en œuvre de socles de protection sociale, tels que définis dans le rapport Bachelet², et la Recommandation 202 de l'OIT qui établit une norme internationale en la matière à appliquer à l'échelle nationale. Des objectifs doivent être établis et atteints en matière de sécurité du revenu pour les chômeurs, les malades, les handicapés, les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées et d'accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement et à l'assainissement. Bien que la protection sociale demeure de la responsabilité des gouvernements, un Fonds mondial pour la protection sociale devrait être établi afin d'introduire ou de renforcer les socles de protection sociale dans les pays les plus pauvres.

Ce que nous ne pouvons pas accepter

Inégalités sociales et économiques: la tendance la plus significative et préoccupante est l'inégalité croissante. Les inégalités économiques se sont accentuées aux échelons mondial et national, entraînant des tensions et des troubles sociaux dans nombre de pays. L'inégalité constitue un facteur déstabilisant l'économie et freinant la réduction de la pauvreté³.

¹ L'Agenda pour le travail décent de l'OIT est un cadre politique global basé sur quatre objectifs stratégiques, l'égalité entre hommes et femmes étant un objectif transversal: créer des emplois; garantir les droits au travail; étendre la protection sociale et promouvoir le dialogue social. Sa mise en œuvre est soutenue par le biais des Programmes par pays de promotion du travail décent.

² Socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive, rapport du Groupe consultatif sur le socle de protection sociale, OIT, 2011

³ Inequalities and the Post-2015 Development Agenda, UNRISD, octobre 2012

Pauvreté: malgré les progrès accomplis dans le monde entier pour réduire la pauvreté, même au rythme actuel des progrès, selon les estimations, près d'un milliard de personnes continueront de vivre avec moins d'1,25 USD par jour en 2015, ce qui correspond à un taux de pauvreté extrême juste inférieur à 16% à l'échelle mondiale⁴. Ceci est inacceptable.

Travail précaire et travailleurs/euses pauvres: selon les statistiques de l'OIT, en 2011, quelque 456 millions de travailleurs/euses vivaient encore en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour sur l'ensemble de la planète. Le nombre total des travailleurs/euses occupant un emploi vulnérable s'élève à 1,52 milliard. La prévalence des régimes de travail informel est en hausse dans les pays riches et pauvres et s'élève à présent à environ 40% de la main-d'œuvre mondiale. Les femmes et les jeunes ont plus de chances d'occuper des emplois précaires et mal rémunérés que le reste de la population active⁵.

Dégradation de l'environnement: la destruction environnementale déplace des familles et des communautés de leurs terres, les privant de leurs moyens de subsistance productifs. Les changements climatiques menacent la viabilité de la planète. On prévoit qu'1,8 milliard de personnes souffriront d'une pénurie d'eau d'ici 2025, alors que 180 millions de personnes seront touchées par des pénuries alimentaires. D'ici 2050, on dénomblera 200 millions de migrants climatiques et nous aurons également besoin de 50% de plus de nourriture, de 45% de plus d'énergie et de 30% de plus d'eau. Notre planète et sa population sont en péril.⁶

Espace toujours plus réduit pour la société civile: au cours des dernières années, des mesures judiciaires et extrajudiciaires ont été introduites ou ont fait l'objet d'une tentative d'introduction par des acteurs étatiques et non étatiques dans de nombreux pays afin de limiter les activités et l'influence de la société civile, bafouant les droits civils et politiques de la population. L'engagement de la société civile, notamment les syndicats, a également été restreint dans de nombreux processus politiques à l'échelle mondiale, l'empêchant de fournir des réponses adéquates axées sur les personnes aux défis économiques, sociaux, politiques et environnementaux actuels dans le monde entier⁷.

Nous avons besoin de

Politiques sociales, d'emploi et de revenus nationales: des politiques macroéconomiques nationales garantissant un emploi plein et décent devraient être combinées à des politiques de revenu et sociales appropriées afin de lutter efficacement contre les inégalités économiques et sociales ainsi que la pauvreté.

Protection sociale: des services publics de qualité et une protection sociale constituent un élément essentiel des politiques sociales pour lutter efficacement contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale. Mais surtout, la protection sociale est un droit humain et les gouvernements ont le devoir et l'obligation de veiller à ce que tous les citoyens en bénéficient.

Politiques fiscales efficaces: des politiques fiscales efficaces, notamment un impôt sur le revenu progressif et une taxation du secteur privé nationale, étrangère et transnationale efficace, sont importantes pour garantir le financement de socles de protection sociale, de l'action pour le climat et du développement. L'introduction d'une taxe sur les transactions financières permettra au secteur financier de contribuer équitablement au financement des biens publics mondiaux et de couvrir les coûts de la crise financière.

Cohérence des politiques pour le développement: afin d'atteindre les objectifs, une approche politique cohérente est nécessaire tant à l'échelle internationale que nationale, notamment des politiques macroéconomiques, des accords en matière de commerce et d'investissements, des règlements relatifs aux migrations et des politiques connexes, pour veiller à ce que toutes les politiques contribuent à réaliser la vision et les objectifs établis par le nouveau programme.

Appropriation démocratique et environnement propice à la participation de la société civile: la participation de la société civile, notamment les syndicats dans les structures de dialogue social et de négociation collective, n'est pas seulement un droit humain, mais également un mécanisme efficace contribuant à la réduction des inégalités sociales et économiques et une condition préalable à l'efficacité, à la crédibilité et à la durabilité globales du programme.

Accent mis sur les droits humains et le bien-être pour tous: le processus de l'après-2015 doit également comprendre une transition vers une évaluation plus globale du développement humain et économique qui complète le PIB par une évaluation d'une distribution des richesses plus équitable et du bien-être sur la base du cadre des droits humains universels.

Durabilité environnementale: le respect des limites environnementales est fondamental non seulement pour les futures générations mais également pour des millions de personnes touchées par les différents problèmes résultant de la dégradation environnementale et du changement climatique. Une transition vers une véritable économie verte est nécessaire, de même que de nouveaux emplois décents créés grâce à des investissements écologiques et des millions d'emplois transformés en emplois durables.

À propos de la CSI

La Confédération syndicale internationale (CSI) est la principale organisation syndicale internationale, représentant les intérêts des travailleurs/euses dans le monde entier. Notre principale mission est la promotion et la défense des droits et des intérêts des travailleurs/euses, par le biais de la coopération internationale entre syndicats, de campagnes mondiales et d'actions de défense auprès des principales institutions mondiales. La CSI représente 175 millions de travailleurs et de travailleuses dans 153 pays.

Contactez-nous!

Confédération syndicale internationale
Coopération au développement et éducation
Bd du Roi Albert II 5, 1210 Bruxelles, Belgique
Courriel: dce@ituc-csi.org, téléphone: +32 2 224 0215
www.ituc-csi.org/post-2015-development-framework

⁴ *Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement 2012*, Nations unies, septembre 2012

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Resilient People, Resilient Planet: A future worth choosing* (Pour l'avenir des hommes et de la planète: choisir la résilience), ONU, 2012

⁷ *State of civil society 2011* (État de la société civile), CIVICUS, 2012